



# TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

## The press review

11-20 July 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

### Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail [secretariat@transparency.lu](mailto:secretariat@transparency.lu).

### Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email [info@transparency.lu](mailto:info@transparency.lu) ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

# National news

## D'Lëtzebuerger Land

12.07.2013

Frank Schneider, un whistleblower ? Celui que le rapport d'enquête décrit comme un affairiste s'apprête à dénoncer « des faits extrêmement graves de corruption et d'espionnage »

## Celui qui m'a « tuer »

Véronique Poujol

Bien qu'il s'en défende vigoureusement, Frank Schneider passe pour être l'un des « tombeurs » du Premier ministre Jean-Claude Juncker et de la coalition CSV/LSAP. Il en aurait d'ailleurs fait une affaire presque personnelle : « ce sera lui ou moi », aurait-il confié en substance au début de l'affaire Srel à des proches, en faisant ainsi la démonstration, s'il en fallait encore, d'abord de la quantité d'estime qu'il se porte à lui-même, ensuite du sentiment qu'il est du bon côté, droit dans ses bottes, et enfin qu'il n'a pas commis de faute, ni au cours de sa carrière au Srel (il en fut le chef des opérations), ni après, lorsqu'il a fondé la société d'intelligence économique Sandstone, à l'aide de capitaux publics (un prêt participatif de la SNCI, dont une des trois tranches n'a pas été payée) et le soutien du holding GMH des hommes d'affaires d'origine irakienne Nadhmi Auchi et Nasir Abid. Dans une lettre de douze pages qu'il a adressée mardi soir au président de la Chambre des députés Laurent Mosar, CSV, que le Land s'est procurée, Frank Schneider se défend point par point de ce qu'il considère comme des « fausses accusations » du rapport de la commission d'enquête sur le Srel et passe à l'offensive. Mercredi, son avocat Laurent Ries a déposé une plainte au Parquet contre ses deux auteurs Alex Bodry, LSAP, et François Bausch, Déi Gréng, pour diffamation, dénonciation calomnieuse et révélations en relation avec l'article 458-1, conjugué avec les dispositions particulières relevant des lois sur le Srel. Il demande par ailleurs au Procureur d'État de lever fissa l'immunité des deux députés.

# D'Lëtzebuenger Land

12.07.2013 Chronique Internet

## Les grandes oreilles effraient aussi le Brésil

Jean Lasar

De même que l'organisation WikiLeaks et les médias qui s'étaient associés à elle avaient étalé dans le temps les révélations sur les embarrassants câbles diplomatiques américains, les informations rassemblées par Edward Snowden sont distillées peu à peu – le Guardian ayant pris le soin de préciser que ce n'est pas le lanceur d'alerte originaire de Caroline du Nord qui en détermine la cadence, mais les médias dépositaires de ses informations. Chacune des prochaines semaines va apporter son lot de nouveaux détails sur l'ampleur des écoutes illégales organisées par la NSA.

L'indignation a gagné le Brésil et a amené la présidente Dilma Rousseff à protester contre les écoutes américaines, après que le journal brésilien O Globo eut levé le voile ces derniers jours sur un programme appelé Fairview qui permet à la NSA d'écouter les conversations téléphoniques et de lire les emails des Brésiliens, sans aucun contrôle judiciaire. Certes, les informations évoquées par O Globo sont incomplètes, puisqu'elles font état d'une coopération entre des opérateurs de téléphonie au Brésil et un opérateur de télécommunications américain, non identifiés, entre lesquels s'effectuerait, au-delà du programme Prism, des échanges de données à grande échelle. Les moyens techniques utilisés pour permettre cet échange ne sont pas non plus décrits. Le quotidien affirme néanmoins : « Ce qui est certain, c'est que la NSA utilise le programme Fairview pour avoir accès directement au système brésilien de télécommunications », citant le chiffre de 2,3 milliards d'appels et de messages de Brésiliens espionnés par la NSA au mois de janvier 2013 seulement – à peine moins que ceux épiés aux États-Unis.

Les Brésiliens ont gardé de l'époque de la dictature un souvenir exécrable des écoutes. Appelées « grampos », en référence au dispositif rudimentaire, de type clips, utilisé massivement à l'époque par les services de police pour intercepter les conversations téléphoniques des citoyens, elles sont immédiatement associées au régime honni des généraux. Malgré le manque de détails de l'article de O Globo, Dilma Rousseff a annoncé que son pays refusait ce type d'interférence et allait se plaindre à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Ces actes d'espionnage enfreignent la souveraineté du Brésil et violent le droit à la liberté d'expression, a-t-elle fait valoir. Le Brésil a demandé des explications à l'ambassade des États-Unis à Brasilia et a demandé à sa mission dans la capitale américaine d'intervenir, a-t-elle dit. Tout en recommandant la prudence dans ce dossier, Dilma Rousseff a assuré que son pays allait enquêter de manière détaillée sur ces accusations.

Par ailleurs, le Washington Post a indiqué que certains de ces programmes de surveillance à grande échelle avaient pu être mis en place grâce à des accords entre réseaux de télécommunications étatsuniens et réseaux étrangers lors de la vente de systèmes de câbles de fibre optiques sous-marins, en obligeant les acheteurs à ménager un accès aux communications qui transitent par leur biais. Officiellement, cette disposition est destinée à protéger les réseaux américains contre les actes d'espionnage étrangers. Elle n'autorise en aucun cas la surveillance, et certainement pas la surveillance systématique. Comment a-t-on, dans ces conditions, dérivé vers ces pratiques attentatoires à la liberté ? L'occasion fait le larron, c'est bien connu. Pour honorer leurs engagements, les acheteurs de ces systèmes de fibre optique ont mis en place les systèmes requis pour pouvoir satisfaire d'éventuelles demandes de renseignement émanant des autorités américaines. Ensuite, révèle pour sa part le New York Times, ce sont des décisions prises au cas par cas par le tribunal créé par la loi Fisa (Foreign Intelligence Surveillance Act) qui détricotent progressivement la protection de leur sphère privée dont devraient pouvoir bénéficier les utilisateurs des réseaux de télécommunications, au nom de la lutte contre le terrorisme dans un premier temps, mais aussi de celles contre « la prolifération nucléaire, l'espionnage et les cyber-attaques ». Ce tribunal, décrit comme une sorte de « Cour suprême secrète », donne ainsi toutes sortes de blancs-seings à la NSA : la boucle est bouclée.

Certains de ces programmes de surveillance avaient pu être mis en place grâce à des accords lors de la vente de systèmes de câbles de fibre optiques sous-marins

# International/regional news

**The Economist**

**Cleaning up football**

**Ref!**

**The fight against corruption in football should start at the top**

Jul 13th 2013



IT LOOKS like a mismatch. On one side are the authorities who run the world's favourite game, only occasionally aided by governments and the police. On the other, determined professional gangsters, intent on fixing matches and laundering money. Their antics—such as the arrangement, in 2010, of a fake game between Bahrain and a bogus Togolese team—can seem ingenious, even amusing. But their repertoire includes violence and blackmail as well as sophisticated betting software. Several national leagues, notably China's, have been severely discredited by their rackets.

All Europe's big political institutions have inveighed against sports corruption. Tax authorities, which in the past turned a blind eye to liabilities on player transfers and salaries, have belatedly begun to intervene, notably in Britain and Italy. In Finland, one of several European countries in which criminals have taken over clubs for nefarious purposes, the sports ministry has helped to develop a smartphone app that lets players report match-fixing suspicions anonymously. South Korean officials have banned scores of players after a scandal in which dozens were jailed.

Singapore has attracted criticism for what some see as a failure to crack down on gambling rings and notorious matchfixers. But a Lebanese referee was recently jailed for six months there, one of three officials convicted of accepting sexual favours from a gambling syndicate in return for rigging a game (bribing referees with prostitutes is a time-honoured tradition).

The story elsewhere is less encouraging. Football administrators say that catching criminals is the police's job. But police forces are hampered by the difficulty of proving match-fixing and the cross-border nature of the scams: satellite broadcasting and online gambling have

created lucrative and manipulable new betting markets, especially in South-East Asia, making the game a prime target for international crooks. Fuzzy jurisdiction means that forces tend to treat football crime as a “low priority”, says Chris Eaton, of the International Centre for Sport Security in Doha.

The biggest case to date centres on Bochum, Germany, where in 2011 a gang was convicted of rigging scores of matches in many countries. But this was an accidental by-product of an inquiry into the Croatian mafia. Interpol and Europol have taken an interest, but no one can compel blasé forces to act. Punishments tend to be light. Ralf Mutschke, head of security at FIFA, football’s global overseer, says match-fixing offers “low risk and high gain”.

FIFA’s critics think its global reach—broader than that of any police force—means it could do more itself. It professes “zero tolerance” for match-fixing, pays for one of several schemes designed to detect suspicious betting, and issues worldwide bans to malefactors. It has set up an online system for reporting corruption.

But other sports, such as tennis and cricket, have cracked down harder and faster. And FIFA’s plan to loosen the licensing system for football agents (a few of whom connive in money-laundering and other offences), and its equivocal stance on third-party interests in players is seen by critics as evidence of complacency.

FIFA has also been shamed by a series of bribery and embezzlement scandals relating to the choice of venues for the World Cup and its relationship with marketing agencies. Sylvia Schenk of Transparency International, a corruption watchdog, argues that “without good governance, FIFA will have no credibility to tell players and referees that they have to stick to the rules”. A much-vaunted reform has flopped. Alexandra Wrage of TRACE International, an anti-graft outfit based in Maryland, resigned from an advisory committee: when the reforms touched on “sensitive issues at the highest levels”, such as term limits and transparency about officials’ salaries, “they stalled”, she says.

The outcome, says Damian Collins, a British MP who is critical of FIFA, is that “nothing has really changed”. An internal report recently found that Sepp Blatter, the organisation’s president since 1998, had been “clumsy” in his response to evidence of a huge bribe that was destined for someone else. Mr Blatter, who denies all wrongdoing, has clung on. He is widely expected to run for a fifth term in 2015.

# Libération

## Corruption en Espagne: l'opposition exige la démission de Rajoy

14 juillet 2013 à 15:51



Une femme proteste en brandissant un portrait de Rajoy, le 9 juillet 2013 à Madrid (Photo Dominique Faget. AFP)

### «El Mundo» publie des SMS compromettants pour le Premier ministre.

Par AFP

L'opposition socialiste a exigé dimanche la «*démission immédiate*» du chef du gouvernement conservateur Mariano Rajoy après la publication dans la presse de conversations présumées, par SMS, prouvant selon les socialistes la «*connivence*» existant entre lui et l'ex-trésorier du parti, en prison.

*«Face à la situation politique insoutenable que traverse l'Espagne, le parti socialiste se voit obligé d'exiger la démission immédiate du chef du gouvernement Mariano Rajoy, a déclaré le chef des socialistes, Alfredo Perez Rubalcaba, en conférence de presse à Madrid. Cette demande de démission rompt toutes les relations avec le Parti populaire (PP).»*

Le journal de centre droit *El Mundo* publie dimanche les images d'un écran de téléphone portable où l'on peut lire plusieurs échanges de SMS qu'il attribue à Mariano Rajoy et à l'ancien trésorier du parti, Luis Barcenas, en détention provisoire depuis le 27 juin pour une affaire de corruption. Ce dernier est également au centre d'une enquête du parquet anticorruption, ouverte fin janvier, sur la possible existence d'une comptabilité occulte au sein du PP, dont auraient profité, selon les médias espagnols, plusieurs de ses hauts responsables, dont Mariano Rajoy, qui a démenti avoir reçu des sommes illégales. Après les premières révélations dans les médias, en janvier, les socialistes avaient déjà exigé la démission de Mariano Rajoy.

*«Depuis, le comportement de monsieur Rajoy face à cette affaire peut se résumer très simplement: aucune explication, des mensonges et d'après ce que nous apprenons aujourd'hui, de la connivence, une grave connivence», a lancé Alfredo Perez Rubalcaba.*

Les messages publiés dimanche vont de mai 2011 à mars 2013 et montrent selon *El Mundo* que *«Mariano Rajoy a maintenu un contact direct et permanent»* avec Luis Barcenas, *«et lui a demandé qu'il nie l'existence de la comptabilité occulte et les compléments de salaires»*.

*«Luis, je comprends, sois fort. Je t'appelle demain. Je t'embrasse»*, dit l'un des messages attribués à Mariano Rajoy et daté du 18 janvier, soit le jour où *El Mundo* avait fait éclater le scandale en révélant que des dirigeants du PP avaient reçu pendant vingt ans des salaires non déclarés provenant d'entreprises privées.

Le 14 mars, Luis Barcenas, en colère, affirmait à Mariano Rajoy se sentir *«libéré de tout engagement envers toi et envers le parti»*, selon *El Mundo* qui avance que c'est alors que l'ex-trésorier a décidé de parler à la presse *«pour révéler la véritable comptabilité»* du parti.

## Libération

Trois ministres attendus devant la commission Cahuzac

16 juillet 2013 à 07:43



Pierre Moscovici, Christiane Taubira et Manuel Valls lors du passage de Jean-Marc Ayrault à l'émission «Des paroles et des actes» en septembre 2012. (Photo Bertrand Langlois. AFP)

**Christiane Taubira, Manuel Valls et Pierre Moscovici doivent témoigner aujourd'hui de ce que le gouvernement savait des comptes à l'étranger de leur ancien collègue du Budget.**

Par **AFP**

La commission parlementaire chargée de faire la lumière sur la gestion par le gouvernement de l'affaire Cahuzac entend mardi trois ministres, le plus attendu étant celui de l'Economie, Pierre Moscovici.

Deux mois après son installation le 15 mai, la commission a auditionné 44 personnes, dont Jérôme Cahuzac fin juin. Elle doit rendre son rapport avant la fin octobre. Mardi succéderont la garde des Sceaux, **Christiane Taubira**, en fin de matinée, le ministre de l'Intérieur, **Manuel Valls**, à 17 heures puis celui de l'Economie, **Pierre Moscovici**, attendu à 18h15. Le lendemain, la commission bouclera ses auditions avec celle notamment de **Stéphane Fouks**, président de Havas Worldwide France.

Elle cherche à établir *«d'éventuels dysfonctionnement dans l'action du gouvernement et des services de l'Etat»*, entre le 4 décembre 2012, qui correspond à la publication par le site Mediapart d'informations sur l'existence d'un compte en Suisse détenu par Jérôme Cahuzac, et le 2 avril 2013, jour de ses aveux. L'ancien ministre du Budget a été mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale.

Les auditions réalisées jusqu'ici n'ont pas mis au jour de dysfonctionnement majeur. Le rapporteur général de la commission, le socialiste Alain Claeys, a déclaré début juillet à l'AFP *«avoir la conviction»*, au moins *«pour l'instant»*, que *«la justice (avait) fonctionné normalement»*, sans entrave de l'État. Pour autant, des interrogations demeurent à propos du ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, qui avait autorité sur Jérôme Cahuzac, ministre du Budget.



*«L'une des questions que nous devons trancher, c'est l'attitude du ministre de l'Economie»*, avait déclaré à l'ouverture des auditions le 21 mai le président de la commission Charles de Courson (UDI). Plusieurs témoins interrogés par la commission d'enquête, mais aussi les députés la composant, ont critiqué Moscovici.

Les députés ont notamment cherché à comprendre pourquoi la demande d'entraide administrative n'avait été adressée à la Suisse que fin janvier par Bercy, mais aussi pourquoi la question posée dans cette demande n'avait pas été plus large. Les élus cherchent également à déterminer le degré de connaissance qu'avait Pierre Moscovici aux différents stades de l'affaire.

Lors d'une audition houleuse mi-avril devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Pierre Moscovici avait réaffirmé avoir tout ignoré du compte caché à l'étranger de Jérôme Cahuzac jusqu'aux aveux de l'ex-ministre du Budget. Même si Pierre Moscovici a été exonéré par le directeur général des finances publiques, Bruno Bézard, son audition n'en reste pas moins un moment clef de la vie de la commission spéciale. D'autant que [l'audition de Jérôme Cahuzac](#) a laissé les parlementaires sur leur faim, l'ancien ministre [se réfugiant le plus souvent](#) derrière le secret de l'instruction.

Pierre Moscovici et ses conseillers ont refusé tout commentaire avant l'audition de mardi. L'enjeu est, a priori, moindre pour les deux autres ministres auditionnés mardi, qui n'ont été mis en cause par aucune des personnes entendues jusqu'ici par la commission. Lors de son audition, Jérôme Cahuzac a assuré ne pas avoir eu de contact avec ses collègues de la Justice ou de l'Intérieur sur l'enquête préliminaire ouverte le 4 janvier concernant son compte bancaire caché à l'étranger.

15 July 2013 Last updated at 19:17 GMT



15 July 2013 Last updated at 19:17 GMT

# Spain's Rajoy on offensive over 'damaging' Barcenas scandal

By Tom Burrige BBC News, Madrid



Mariano Rajoy said his government remains "stable" despite the scandal

Spain's Prime Minister Mariano Rajoy has faced calls by the opposition for his resignation, questions from journalists seeking explanations for potentially damaging allegations, and anger from people across Spain at alleged illicit party payments.

But at no point during this now five-and-a-half month old scandal has the resignation of Mr Rajoy ever looked likely, or even possible.

Mr Rajoy's centre-right Popular Party (PP) was handed a clear mandate by Spanish voters at the end of 2011, and as a result he, and his party, enjoy a clear majority in the Spanish parliament.

So on Monday, Mr Rajoy told us the expected - he is not going anywhere.

However, nor is this scandal.

Luis Barcenas, the PP's former treasurer after whom the scandal is named, was a member of the party's inner circle.

As the text messages published by El Mundo newspaper show, he and Prime Minister Rajoy were friends. Now he is the PP's nemesis.

This has become a war of words, allegations and denials, played out in the Spanish courts, media and the odd press conference (which incidentally are not dynamic, spontaneous affairs).

The prime minister and the PP now say Luis Barcenas is trying to blackmail them.

For his part, Mr Barcenas now says he gave 25,000 euros (£21,600) in cash bonuses to the party's number one, Mr Rajoy, and number two, in 2010 alone.

The allegations, against the prime minister and his party are growing in detail and severity.

## **Unanswered questions**

The affair began when Spain's El Pais newspaper published documents written by Luis Barcenas, which were alleged to be a set of the PP's undeclared, and possibly untaxed, accounts.

At the time Mr Barcenas was in denial. The handwriting was not his, he said.

He seemed to be loyal to, and in line with, the rest of the party.

However, in recent weeks he has gone full circle, telling journalists and judges that the handwritten documents were his; and passing them a steady stream of allegations, which have subsequently been put into the public domain.

After the El Pais story was published, Luis Barcenas was forced out of the Popular Party.

It seems that the party wanted to cut ties with their former treasurer, who himself faces allegations of money laundering and fraud.

It had emerged that he had 47m euros amassed in bank accounts in Switzerland.

What is clear, is that Luis Barcenas has decided, rightly or wrongly, that if he is going to face allegations of wrongdoing, linked to the finances of the party, others, including the prime minister, should too.

So despite a passionate statement from Mr Rajoy, there remains still more questions than answers over the accounts of the party that currently rules Spain.

The prime minister was acutely aware that those outside of Spain were watching - perhaps investors who have not followed the detail of the scandal, but might be beginning to worry about where it could end.

And that is why he felt it necessary to emphasise that his government was "stable".

He would continue, he said, until the next Spanish general election, due around the end of 2015.

Then the political damage from the allegations might be a bit clearer.

The PP hopes the Spanish economy will, by then, be growing, and unemployment falling, and therefore the impact of the "Barcenas" affair, might not be that severe.

## EU to track down budget fraudsters



Jose Manuel Barroso Photo: AFP

(AFP/CS) The European Commission said Wednesday it plans a special prosecutor's office to combat fraud and other crimes affecting the EU's budget with powers to operate directly in member states.

The European Public Prosecutor's Office will "investigate and prosecute and, where relevant, bring to judgement -- in the member states' courts -- crimes affecting the EU budget," the Commission said.

The move "will decisively enhance the protection of taxpayers' money and the effective tackling of fraud involving EU funds," Commission head Jose Manuel Barroso said in a statement.

The current EU budget works out at some 130 billion euros and the Commission estimates fraud costs about 500 million euros annually.

### **European Union has to protect its budget, says Reding**

EU Justice Commissioner Viviane Reding said there had to be "zero tolerance" of fraud.

"Let's be clear -- if we, the EU, don't protect our federal budget, nobody will do it for us," she said.

The Commission said there is "a very uneven level of protection and enforcement across the EU when it comes to tackling EU fraud. "Many cases are not prosecuted at all, allowing fraudsters to get away with exploiting legal loopholes and pocketing citizens' money," it said. At the same time, there "is a large disparity across member states in terms of conviction rates for offences against the EU budget," it added.

### **Prosecutor's office to be located in Luxembourg**

The new office is planned to become operational by January 2015, subject to approval by the EU's 28 member states and the European Parliament.

Luxembourg Justice Minister Octavie Modert welcomed the initiative, commenting that it is an important and decisive step towards creating a European judicial area.

Modert pointed out that it is important that the EU prosecution will be integrated into national judicial frameworks, while at the same time keeping its independence.

The minister also explained that, should negotiations come to an agreement and the creation of a European prosecutor's office, this would be located in Luxembourg.

The Navalny case

## Guilty as charged

A five-year sentence will mean no running in any elections

Jul 20th 2013 | MOSCOW



Navalny, sentenced in Kirov

ON JULY 18th, after a three-month show-trial in Kirov, Alexei Navalny, an opposition leader, was found guilty of a “serious crime” of stealing timber. If upheld, the verdict will bar him from elections, including 2018’s presidential poll. Yet only a day earlier he registered as a candidate to be Moscow’s mayor. This had created a dilemma for President Vladimir Putin: how to get rid of Mr Navalny, but also how to use him to give the Moscow election in September greater legitimacy.

Over the past few months Mr Navalny has turned from an anti-corruption blogger into an opposition leader to be reckoned with. He has circumvented the state monopoly on television news and made a large hole in a seemingly solid political system which he has ridiculed as a “toad sitting on an oil vent”. As if to prove his point, the judge gave him a five-year jail sentence (the prosecutors had asked for six).

Every step of the way, Mr Navalny has turned the situation to his advantage. In his closing statement, he said the trial had resembled a television series set up to depict him as a thief and swindler. Broadcasts over the internet from the court made him seem not a victim of a show-trial but a prosecutor of those who have grabbed the commanding heights of the Russian economy. “I state now that I and my colleagues will do everything possible to destroy the system of power under which 83% of national wealth belongs to 0.5% of the population,” Mr Navalny thundered. Far from putting him on the defensive, the trial has energised his anti-corruption campaign. His latest target is Vladimir Yakunin, a former KGB general and head of Russian Railways.

Mr Navalny is a charismatic populist with a nationalist streak, he is outside the system and is no oligarch. He has a faithful following among socially mobile, young urban folk. His recognition rating has rocketed from 6% in 2011, when the protests started, to 40% across the country and 65% in Moscow, according to the Levada Centre. A large protest in his support was planned immediately after the verdict.

Although only half of the country knows anything about the case against Mr Navalny, most of those who do see it as retribution for his anti-corruption campaign, not as a way to stop him

running for election. Yet jailing him for five years will mean that Sergei Sobyenin, the incumbent mayor, wins a tainted vote on September 8th. As it happens, Mr Sobyenin was ahead of Mr Navalny in the polls, partly because Muscovites see the role of a mayor as administrative, not political. Indeed, from a political viewpoint Mr Navalny could have been hurt more by an apparent defeat in a mayoral election than by being sent to jail.

This may explain why Mr Navalny was allowed to register and even helped over administrative barriers created for all candidates by the Kremlin. On the other hand, letting him run would have further legitimised him as a politician. And leaving him unchallenged would not have been in Mr Putin's character. Mikhail Khodorkovskiy, a former oil tycoon who challenged Mr Putin over corruption in 2003, has been in jail ever since and is unlikely to come out even when his second term expires next year. Mr Navalny's sentence is also unlikely to be his final one. But as he himself said, "If anyone thinks that I or my colleagues will cease our activity because of this trial...they are gravely mistaken."